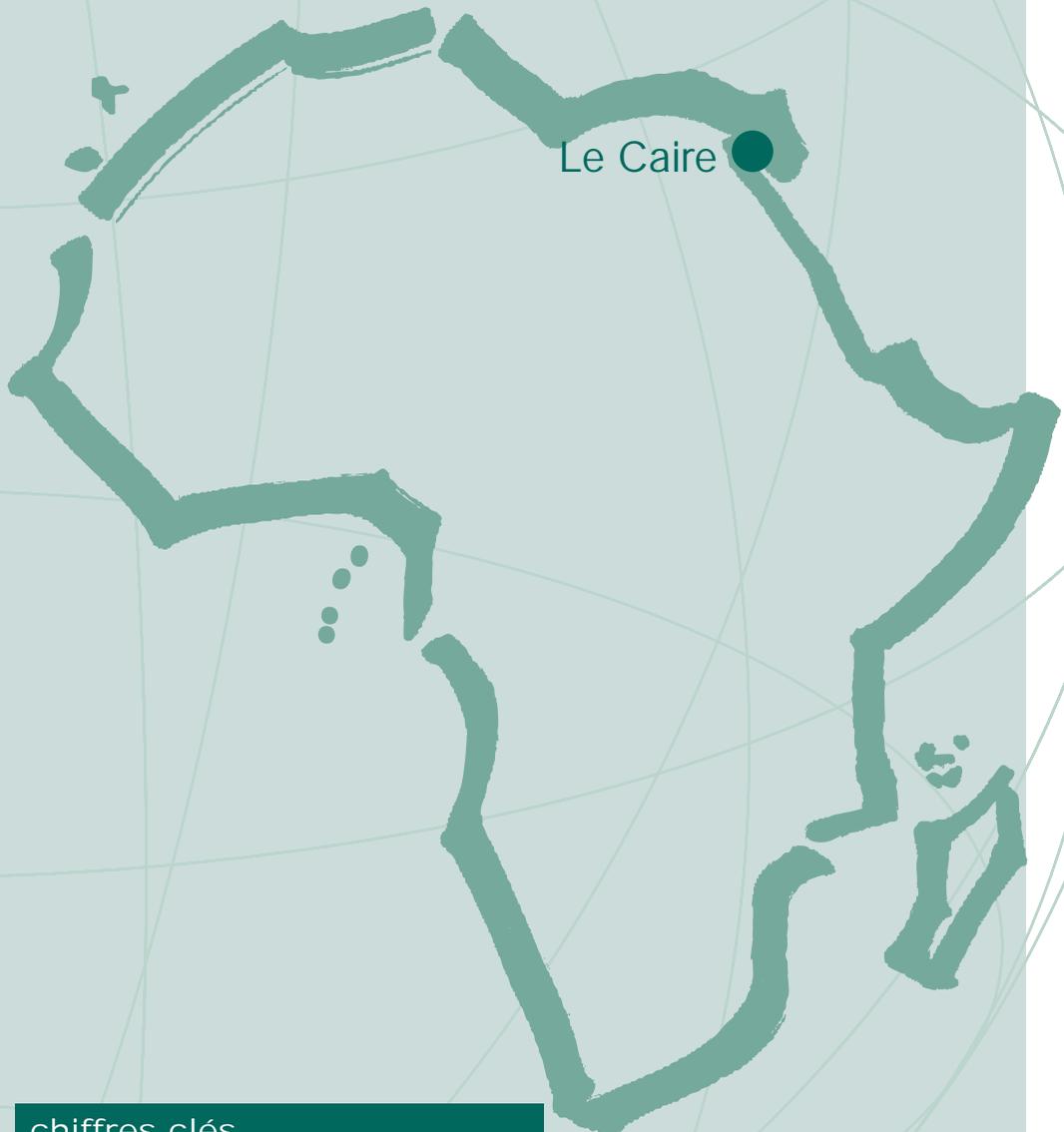


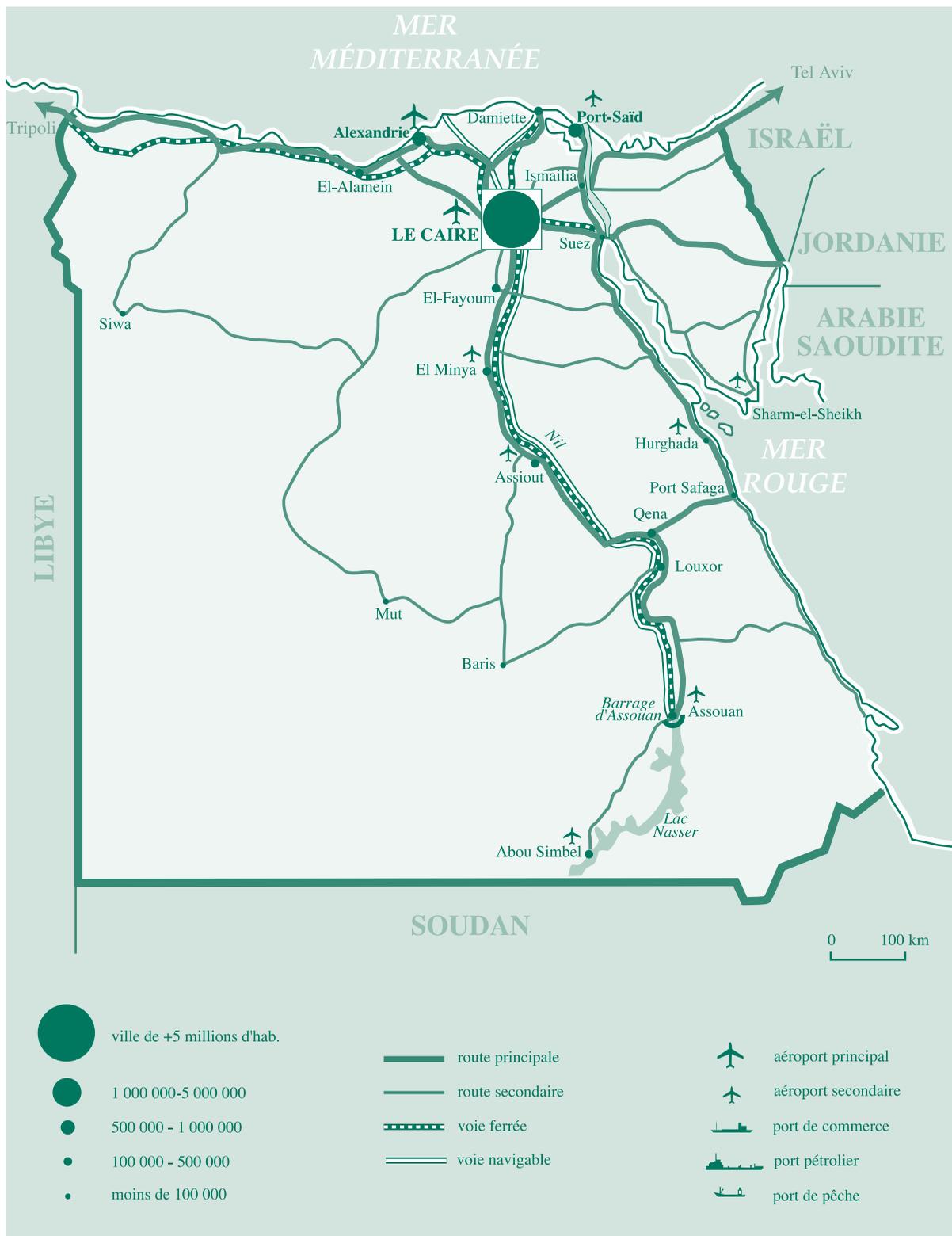
# Égypte



## chiffres clés

- Superficie en milliers de km<sup>2</sup> : 1 001
- Population en milliers (2006) : 75 437
- PIB par habitant, valorisation dollars PPA (2006) : 4 500
- Espérance de vie (2006) : 70.9
- Taux d'analphabétisme (2006) : 28.6

# Égypte



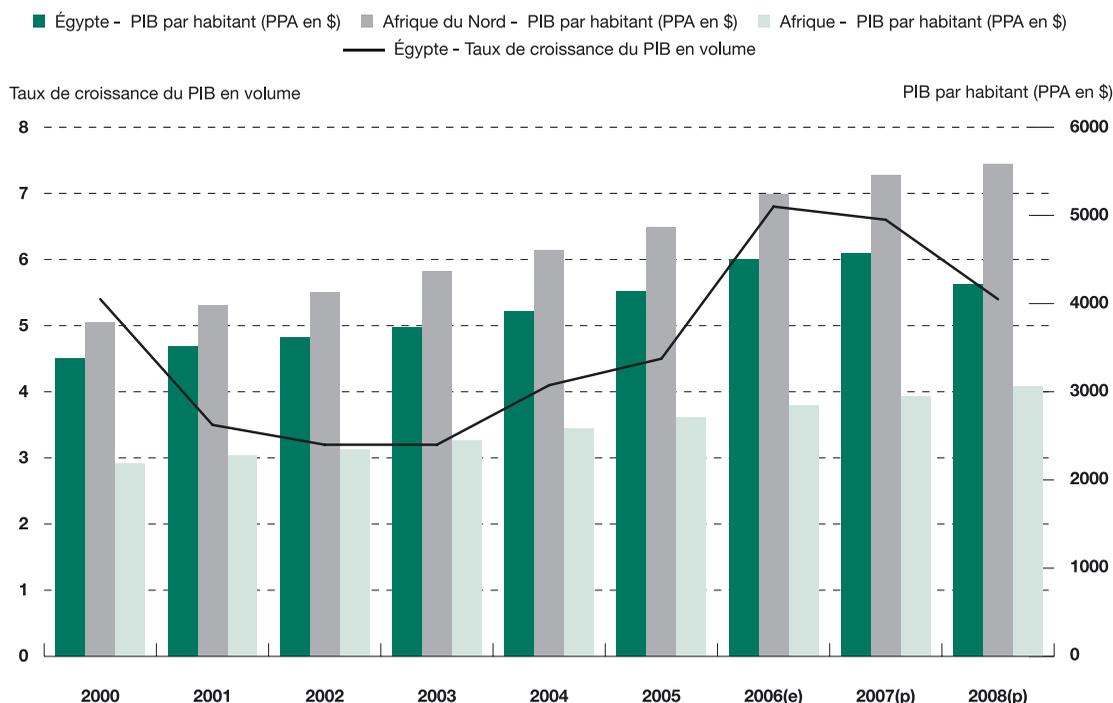
L'ÉGYPTE BÉNÉFICIE LARGEMENT DES RÉFORMES d'ouverture et de libéralisation qu'elle a entreprises ces dernières années. En peu de temps, le pays est devenu une économie de marché dynamique, conduite par le secteur privé et bien arrimée à l'économie mondiale. Avec d'excellents taux de croissance réelle du PIB enregistrés et prévus, de l'ordre de 6.8 pour cent pour 2005/06<sup>1</sup> et de plus de 6.6 pour cent pour les années qui suivent, le pays enregistre aussi des taux records d'investissements directs étrangers nets, de plus de 6 milliards de dollars, et affiche une amélioration de la plupart de ses indicateurs économiques et sociaux.

Les seuls indicateurs macro-économiques que l'Égypte devra significativement améliorer sont le niveau

du déficit budgétaire, de l'ordre de 9.3 pour cent du PIB en 2005/06 et le niveau de la dette publique, de plus de 100 pour cent du PIB. Cependant, les dirigeants ne souhaitent pas briser le cercle vertueux actuel de croissance en diminuant brutalement les dépenses publiques et notamment les subventions à la consommation de produits alimentaires et énergétiques de base. En effet, le risque est d'accroître la pauvreté alors que plus de 10 pour cent de la population active est sans emploi et que des poches de population très pauvres vivent sur l'ensemble du territoire, particulièrement en Haute-

**Les excellents résultats de 2006 – dont une recrudescence des investissements intérieurs et étrangers – coexistent dans un climat d'instabilité politique avec une dette publique et un déficit budgétaire importants.**

Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume et PIB par habitant (dollars PPA à prix courants)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

<http://dx.doi.org/10.1787/825125182286>

1. L'année fiscale de l'Égypte s'étend du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante.

Égypte. De plus, les inégalités et la misère sont le terrain de prédilection des islamistes. Tandis que l'Égypte connaît une importante libéralisation commerciale et financière, le régime politique a plutôt tendance à se durcir avec le rejet de demandes de création de nouveaux partis politiques et l'arrestation de nombreux Frères musulmans.

Au niveau intérieur, la part du secteur privé dans l'économie ne cesse d'augmenter avec l'amélioration du climat des affaires et la reprise du programme de privatisation. Le paysage bancaire est depuis trois ans en pleine mutation, avec l'adoption de nouvelles lois, le désinvestissement de l'État dans le secteur, les restructurations et les privatisations récentes des banques. Les intermédiaires financiers sont désormais aptes à soutenir le secteur privé et la croissance économique. Au niveau international, l'Égypte a lancé d'importants partenariats économiques et commerciaux avec la Chine, mais également avec la Russie et la Turquie et elle renforce ses accords avec ses anciens partenaires. Si les défis majeurs de lutte contre la pauvreté et le chômage, et de résorption du déficit budgétaire sont relevés, l'Égypte devrait pouvoir mettre pleinement à profit ses potentialités.

## Développements économiques récents

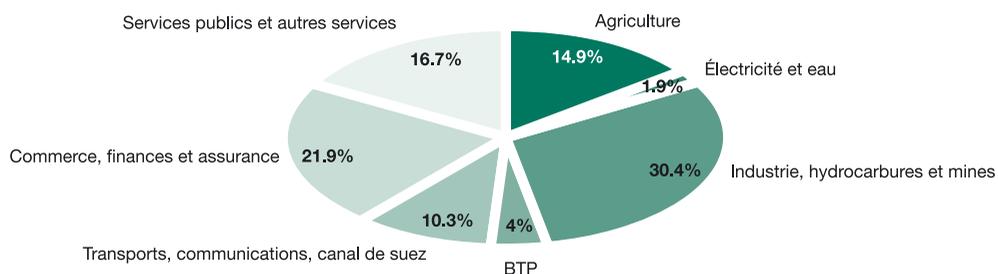
Le taux de croissance du PIB réel a atteint 6.8 pour cent en 2005/06, contre 4.9 pour cent l'année précédente. Les bonnes performances des secteurs du gaz naturel, du BTP, du canal de Suez et de la

communication, ainsi que la mise en place de réformes structurelles d'envergure et l'explosion des taux d'investissement intérieurs et étrangers, ont largement contribué à cette importante croissance. Pour 2006/07 et 2007/08, les prévisions tablent respectivement sur des taux de 6.6 pour cent et 6.7 pour cent, ce qui laisse entrevoir des performances de croissance soutenues et, à terme, la réduction de la pauvreté.

En 2005/06, le secteur agricole a affiché une croissance en volume de 3.2 pour cent contre 3.3 pour cent l'année précédente, et sa part dans le PIB s'est maintenue aux alentours de 15 pour cent. La performance du secteur de l'agriculture irriguée en 2005/06 a été bonne. Ce secteur s'intéresse de plus en plus aux produits à haute valeur ajoutée, notamment les produits horticoles, qui permettent d'approvisionner le marché européen tout proche et de garantir la livraison de fruits et de fleurs sur une base quotidienne. La consommation intérieure de produits agricoles représentait 95 pour cent de la production en 2005/06 ; l'Égypte demeure toutefois un importateur significatif, notamment de céréales (environ 7 millions de tonnes par an). Concernant la production de coton, dans l'optique de maintenir sa part de marché mondial, l'Égypte a cherché à moderniser les filatures de coton et a mis en place un comité chargé des problèmes de fabrication et de commercialisation. Néanmoins, en 2005/06, la production de coton en volume a chuté de 5.4 pour cent par rapport à l'année précédente, poursuivant ainsi la baisse observée depuis plusieurs années.

Le taux de croissance du secteur minier a été de 20.8 pour cent en 2005/06. Toutefois, ce secteur

Figure 2 - Ventilation sectorielle du PIB en 2005 (en pourcentage)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données de la Banque centrale.

<http://dx.doi.org/10.1787/617371863111>

présente de grandes disparités : la croissance réelle du secteur pétrolier a été négative (-2.1 pour cent) et le secteur gazier a enregistré une croissance réelle de 50.2 pour cent. Ainsi, alors que la production de pétrole est en baisse, la production de gaz naturel est en pleine expansion et de nouvelles découvertes ont été faites en 2007. Fin 2005, les réserves de pétrole brut ainsi que la production s'établissaient respectivement à 3.7 milliards de barils et à 579 000 barils par jour (contre 922 000 barils par jour en 1996). Environ les deux tiers de la production sont raffinés sur place puisque l'Égypte possède neuf raffineries d'une capacité totale de 726 250 barils par jour. Quant au gaz naturel, les réserves prouvées sont énormes. Elles étaient estimées à 66 700 milliards de pieds cubes fin 2005, et les réserves potentielles représenteraient 40 à 60 000 milliards de pieds cubes supplémentaires. L'Égypte exporte du gaz naturel sous forme liquéfiée depuis 2003, et continue de développer ses marchés avec la mise en place d'un gazoduc vers la Jordanie et la Syrie, mais aussi vers la Russie, la Turquie, Israël et l'Europe. De plus, dans un souci environnemental de réduction de la pollution, l'Égypte cherche à encourager la consommation intérieure de gaz naturel, pour les véhicules à moteur mais également pour la production d'électricité, en transformant les centrales électriques en centrales qui utiliseraient des turbines à gaz.

La croissance réelle du secteur manufacturier a été de 5.8 pour cent en 2005/06 contre 4.4 pour cent

l'année précédente. De façon générale, le secteur manufacturier est surtout composé de petites structures, de moins de 15 employés. Dans le secteur plus global de l'industrie, la part du secteur privé a augmenté avec la privatisation de grandes entreprises publiques et s'établissait à 86 pour cent en 2005/06. Les industries égyptiennes fabriquent une grande variété de produits. Les industries de produits pharmaceutiques, de céramiques et la métallurgie ont augmenté leur part dans le PIB mais la valeur ajoutée la plus importante provenait en 2005/06 de l'agroalimentaire et du secteur textile. Dans ce dernier secteur, pour compenser la perte de ses parts de marché suite à la fin des accords multifibres, les sept QIZ (zones industrielles qualifiées), ont surtout été utilisées pour produire des tissus et du prêt-à-porter. Le secteur du BTP a enregistré d'excellentes performances en 2005/06 avec un taux de croissance réelle de 14 pour cent. Sa contribution au PIB est passée de 3.8 pour cent en 2004/05 à 5 pour cent en 2005/06. Sur une production de 35.8 millions de tonnes de ciment en 2005/06, plus de 84 pour cent ont été utilisés pour la consommation intérieure.

Le secteur des services a contribué à environ 47 pour cent du PIB en 2005/06. Avec la dépendance grandissante de l'Occident au pétrole du Proche-Orient, l'expansion croissante du commerce chinois et indien et les opérations militaires dans la région du Moyen-Orient, plus de 7 pour cent du transport maritime mondial est passé par le canal de Suez en 2005/06 pour

Tableau 1 - Composantes de la demande

	1998	2005	2006(e)	2007(p)	2008(p)
	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume		
<b>Formation brute de capital</b>	<b>21.5</b>	<b>18.0</b>	<b>15.8</b>	<b>17.0</b>	<b>14.2</b>
Publique	5.4	4.5	-26.1	12.0	10.0
Privée	16.1	13.4	30.0	18.0	15.0
<b>Consommation finale</b>	<b>88.0</b>	<b>84.3</b>	<b>9.3</b>	<b>5.8</b>	<b>7.2</b>
Publique	11.3	12.7	5.7	4.7	5.0
Privée	76.7	71.6	10.0	6.0	7.6
<b>Solde extérieur</b>	<b>-9.5</b>	<b>-2.3</b>			
Exportations	16.2	30.3	13.1	5.0	2.5
Importations	-25.7	-32.6	17.2	11.0	11.8

Source : Données de la Banque centrale ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

<http://dx.doi.org/10.1787/226316817677>

un total de 3.56 milliards de dollars de revenus, soit 274 millions de dollars d'augmentation par rapport à 2004/05. Le taux de croissance de la valeur ajoutée à prix constants a été de 16 pour cent en 2004/05 et de 9.4 pour cent en 2005/06. Depuis 2001, les recettes ont ainsi presque doublé. Cette tendance à la hausse devrait se confirmer en 2006/07, en particulier en raison de la hausse de 3 pour cent en mars 2006 des tarifs de transit pour tous les types de navires.

Le secteur des télécommunications est également en pleine expansion, avec un taux de croissance à deux chiffres en 2005/06 (10.3 pour cent contre 9.4 pour cent l'année précédente). Quant au tourisme, qui avait enregistré une croissance en volume de 21.1 pour cent en 2004/05, son taux de croissance en 2005/06 n'a été que de 4.3 pour cent, principalement en raison d'un troisième attentat en 18 mois en avril 2006 sur un site touristique au bord de la mer Rouge.

Les taux d'investissement intérieurs affichent des records de croissance, en hausse de 15.8 pour cent en 2005/06. Ils devraient s'accroître encore de 17 pour cent et 14.2 pour cent sur les deux prochaines années. Ils sont par ailleurs de plus en plus le fait du secteur privé, ce qui laisse présager une croissance économique importante. En moyenne, sur la période 2000/05, l'investissement privé a représenté 58 pour cent de l'investissement total. En 2005/06, cette part a atteint plus de 66 pour cent. Au total, la part de l'investissement dans le PIB était de 18.7 pour cent en 2005/06 et celle de la consommation de 83.7 pour cent. En 2005/06, le secteur tertiaire (transports et communications) a été le premier bénéficiaire de l'investissement intérieur, avec 18 pour cent des investissements totaux, suivi par le secteur social (15 pour cent), le secteur manufacturier (15 pour cent) et le pétrole et le gaz naturel (15 pour cent). De façon générale, la demande intérieure, aussi bien de consommation que d'investissement, devrait tirer la croissance vers le haut en 2006/07 et en 2007/08. Du côté du solde extérieur, le rythme de croissance des exportations devrait être inférieur à celui des importations. Ces dernières devraient s'accroître significativement pour satisfaire la forte demande interne.

## Politique macro-économique

### Politique budgétaire

Le budget de l'exercice 2005/06 a été le premier budget présenté conformément aux normes statistiques des finances publiques du FMI (normes GFS - *Government Finance Statistics*). Les subventions y sont traitées d'une manière explicite alors qu'elles représentent un poste très important dans les dépenses de l'État. En conséquence, l'évolution récente des finances publiques est difficile à observer, l'année 2002/03 étant la première année à partir de laquelle le budget a été recalculé avec la nouvelle nomenclature. Le changement de classification budgétaire accroît le déficit : par exemple, le déficit budgétaire de l'année 2002/03 était de 6.1 pour cent du PIB selon la précédente nomenclature et de 9.1 pour cent avec les nouvelles normes. Le déficit budgétaire, revu à la hausse avec l'adoption des normes FMI (Fond monétaire international), s'élevait à 9.3 pour cent du PIB en 2005/06 (6.2 pour cent selon l'ancienne nomenclature) contre 9.4 pour cent l'année précédente (6 pour cent selon l'ancienne nomenclature). Il est prévu qu'il diminue assez régulièrement dans les prochaines années, à 8.6 pour cent en 2006/07 et à 7.7 pour cent en 2007/08. Le niveau du déficit, encore très élevé, devrait être ramené à 4 pour cent du PIB en 2010/11.

Le défi du gouvernement consiste à réduire le niveau des dépenses, afin de ralentir le déficit budgétaire et la dette publique sans pour autant ralentir le rythme de croissance de l'économie. Sur la période 2002-06, les dépenses publiques ont représenté une part très importante du PIB, de plus de 30 pour cent. Avec l'envolée des prix mondiaux du pétrole, les dépenses de subventions et de bénéfices sociaux sont passées de 29.3 milliards de livres égyptiennes en 2004/05 à 50 milliards en 2005/06 et sont estimées à 58 milliards en 2006/07 (plus de 20 pour cent des dépenses totales de l'État). Les subventions sur l'énergie représentaient 40 milliards de livres égyptiennes en 2005/06 (6.7 milliards de dollars). Une des solutions envisagées pour rendre les subventions plus efficaces est de mieux cibler les populations les plus pauvres, notamment grâce à l'introduction d'une carte à puce destinée aux

Tableau 2 - Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1998	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)	2008(p)
<b>Recettes totales (avec dons)<sup>a</sup></b>	<b>23.6</b>	<b>21.4</b>	<b>21.0</b>	<b>20.6</b>	<b>21.1</b>	<b>21.2</b>	<b>21.6</b>
Recettes fiscales	12.9	10.4	10.8	10.8	12.8	13.0	13.4
Recettes pétrolières	2.4	2.9	3.0	3.3	0.4	0.4	0.4
Dons	2.8	0.8	1.0	0.5	0.5	0.4	0.4
<b>Dépenses totales (et prêts nets)<sup>a</sup></b>	<b>24.7</b>	<b>30.5</b>	<b>30.1</b>	<b>30.0</b>	<b>30.4</b>	<b>29.8</b>	<b>29.3</b>
Dépenses courantes	19.2	25.2	25.0	25.3	26.8	26.0	25.3
<i>Sans les intérêts</i>	<i>14.0</i>	<i>19.0</i>	<i>18.7</i>	<i>19.2</i>	<i>19.9</i>	<i>19.6</i>	<i>19.3</i>
Salaires	5.9	8.1	7.7	7.7	7.4	7.2	6.8
Paievements d'intérêts	5.2	6.2	6.3	6.1	6.9	6.4	6.0
Dépenses en capital	5.4	4.9	4.7	4.3	3.2	3.4	3.6
<b>Solde primaire</b>	<b>4.2</b>	<b>-2.9</b>	<b>-2.7</b>	<b>-3.3</b>	<b>-2.4</b>	<b>-2.2</b>	<b>-1.7</b>
<b>Solde global</b>	<b>-1.0</b>	<b>-9.1</b>	<b>-9.1</b>	<b>-9.4</b>	<b>-9.3</b>	<b>-8.6</b>	<b>-7.7</b>

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données de la Banque centrale ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

<http://dx.doi.org/10.1787/183753207216>

familles les plus démunies. La réforme sera progressive, sur une période de 4 à 5 ans. Le prix de l'essence est récemment passé de 1 livre à 1.30 livre pour diminuer le poids des subventions dans le budget de l'État. Cependant, les dépenses publiques continueront d'être affectées par le poids du service de la dette, étant donné le niveau élevé de la dette intérieure (102 pour cent du PIB fin 2005/06). Les promesses d'augmentation des salaires publics durant les campagnes présidentielle et parlementaire devraient aussi peser négativement sur le budget.

Du côté des recettes, les droits de douanes ainsi que les taux d'imposition ont significativement baissé. Le taux moyen du tarif est passé de 14.6 pour cent à 9.1 pour cent en 2004. Le taux plafond de l'impôt sur le revenu a été réduit de moitié, tombant à 20 pour cent au titre du budget de l'exercice 2005/06. La même année, l'impôt sur les sociétés a connu une forte baisse et a été harmonisé à un niveau de 20 pour cent (sauf pour les compagnies pétrolières). Malgré les baisses de taux d'imposition, les exonérations fiscales ont été supprimées et l'assiette fiscale s'est élargie. Les recettes fiscales ont ainsi augmenté de 17 pour cent en 2005/06 alors que le gouvernement prévoyait une baisse de 12 pour cent. L'amélioration des performances des administrations fiscales et douanières et le dynamisme du secteur privé ont également contribué à cette augmentation des recettes. Ainsi, la part des recettes dans le PIB a augmenté en 2005/06, passant de 20.6 pour

cent en 2004/05 à 21.1 pour cent ; elle devrait continuer à croître en 2006/07 et en 2007/08, et faciliter la réduction du déficit budgétaire.

### Politique monétaire

Evoluant dans un régime de change flexible, le principal objectif de la Banque centrale est de maintenir la stabilité des prix. Depuis 2005, la CBE (*Central Bank of Egypt*) est devenue plus indépendante et proactive. Elle a mis en place un nouveau cadre d'intervention s'appuyant sur le taux d'intérêt interbancaire et toute une série de mesures pour libéraliser les différents marchés. Elle émet ses propres titres, allant d'une période de un jour à deux ans, qu'elle échange sur le marché interbancaire deux fois par semaine. En juin 2005, la CBE a établi un serpent monétaire délimitant les fluctuations des taux d'intérêt. Les taux plancher et plafond sont définis par le Comité de la politique monétaire. Le taux d'intérêt, après avoir été abaissé pour favoriser l'investissement, a été remonté de 8.75 pour cent à 10.75 pour cent en décembre 2006 pour contenir les pressions inflationnistes.

La supervision bancaire a été améliorée et une vaste restructuration des banques commerciales a été entreprise de façon à rendre plus efficace le fonctionnement du secteur bancaire. Au total, les intermédiaires financiers semblent avoir mieux assuré leur rôle de pourvoyeur de fonds auprès des

entrepreneurs. Le montant du crédit au secteur privé a augmenté de 8.5 pour cent en 2005/06, contre 3.6 pour cent en 2004/05.

Les attentes concernant l'inflation sont mitigées. Le rétablissement de la confiance à l'égard de l'économie et l'augmentation des réserves internationales (26 milliards de dollars fin décembre 2006) pourraient même se traduire par une appréciation de la livre égyptienne. L'indice des prix à la consommation a baissé sensiblement en 2005/06, tombant à 4.1 pour cent, contre 11.4 pour cent en 2004/05, et le taux d'intérêt réel est devenu positif pour la première fois depuis de nombreuses années. Néanmoins, le pays enregistre certaines pressions inflationnistes. Le taux d'inflation devrait être d'environ 6.5 pour cent en 2006/07 et de 6.1 pour cent en 2007/08. La reprise de l'inflation s'explique par deux types de facteurs : les conséquences de la grippe aviaire dans le pays sur les prix des produits fermiers, dont la place dans le panier de calcul des prix est importante, et la réduction des subventions, qui s'est traduite par une hausse des prix de l'énergie (le prix de l'essence a augmenté de 30 pour cent) et de certains produits comme l'eau.

### Position extérieure

Au niveau extérieur, l'Égypte multiplie littéralement les accords commerciaux. Grâce à sa position géostratégique, à la croisée de l'Afrique, de l'Europe et de l'Asie, l'évolution des échanges de marchandises et des investissements étrangers laissent entrevoir que cette stratégie est plutôt bénéfique pour le pays. L'Égypte est membre du Comesa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe) et a signé des accords commerciaux préférentiels ou de libre-échange avec de nombreux pays arabes (le Soudan, le Liban, le Maroc, la Tunisie, la Libye, la Jordanie, l'Irak et la Syrie) dans le cadre du Gafta (*Greater Arab Free Trade Area*). Le Tifa (*Trade and Investment Framework Agreement*) a été signé avec les États-Unis en 1999 alors que l'accord de partenariat avec l'Union européenne date de 2001. En 2004, les QIZ ont été créés dans le cadre de l'accord signé avec Israël. Sous le respect de certaines conditions, les produits fabriqués à l'intérieur de ces zones bénéficient d'un libre accès au marché américain.

En plus de ses différents accords, l'Égypte cherche de nouveaux partenaires commerciaux (comme la Russie et la Turquie) pour signer des accords bilatéraux et renforce dans le même temps ses liens avec ses anciens partenaires, tels la Libye. La diversification commerciale ainsi que l'ouverture du marché aux échanges internationaux sont les priorités des dirigeants égyptiens. À cette fin l'Égypte, qui fut le premier pays africain à établir des relations diplomatiques avec la Chine en 1956, a relancé les coopérations et les partenariats. Alors que l'accord Tifa avec les États-Unis est soumis à une conditionnalité au regard de l'avancée des réformes politiques, les opportunités d'affaires avec la Chine sont immenses. D'ici cinq à six ans, la Chine pourrait même supplanter les États-Unis en ce qui concerne le volume des échanges commerciaux. L'Égypte est actuellement en pourparlers avec la Chine et l'Italie pour que près de la totalité des exportations chinoises vers l'Europe passe par le canal de Suez (contre 60 pour cent actuellement) en échange de réductions tarifaires.

En 2005/06, le commerce avec l'Union européenne et les États-Unis, les principaux partenaires commerciaux de l'Égypte, représentait respectivement 11.9 et 11.4 milliards de dollars, soit 24.4 pour cent et 23.3 pour cent de l'ensemble des échanges. Les échanges entre l'Égypte et la Chine, en passe de devenir bien plus importants, se sont élevés à 1.39 milliard de dollars (contre moins d'un milliard de dollars en 2004/05). Cependant, la balance penche fortement en faveur de la Chine, puisque les exportations chinoises vers l'Égypte comptent pour 1.34 milliard de dollars (48.6 pour cent d'augmentation sur entre 2004/05 et 2005/06) et les exportations égyptiennes vers la Chine pour seulement 45.4 millions de dollars.

En juin 2006, l'Égypte et la Chine ont signé 11 accords bilatéraux et mémorandums couvrant différents domaines de coopération économique et technologique, notamment dans les domaines du pétrole et du gaz naturel. La Chine cherche en partie à garantir assez de ressources naturelles pour son économie en pleine expansion. En revanche, l'Égypte, dont la première source de revenus est le tourisme, pourrait attirer une partie des 100 millions de touristes chinois qui voyagent chaque année. De plus, les investisseurs

chinois ont signé des prises de participation dans les sociétés égyptiennes pour un montant de 2.7 milliards de dollars, et les autorités envisagent de réduire les tarifs appliqués aux importations de produits originaires d'Égypte. Les protagonistes se sont mis d'accord sur l'établissement d'usines de câbles électriques, de ciment, de verre, d'aluminium et de produits chimiques et souhaitent se concentrer par la suite sur les sphères de l'énergie, du textile, du prêt-à-porter, de l'électronique et des matériaux de construction. Parmi de nombreux autres exemples d'investissements, le constructeur chinois d'automobile Cherry a annoncé l'installation d'une usine d'assemblage en Égypte et le début de la production en 2007. La création d'une zone industrielle chinoise en Égypte est en projet pour un montant de 500 millions de dollars.

Les échanges commerciaux entre la Russie et l'Égypte se sont élevés en 2005/06 à 813.5 millions de dollars. Mais sur les huit premiers mois de 2006, les échanges ont augmenté de 52 pour cent par rapport à la même période de 2005 et ont atteint 953.3 millions de dollars. L'Égypte a lancé en décembre 2005 la production d'automobiles russes Lada et prépare l'ouverture d'une nouvelle usine qui produira des minibus russes Gazel et Sobol.

En 2005/06, la réduction du déficit commercial en pourcentage du PIB, de 11.5 pour cent à 11.2 pour cent, s'explique par l'importance du taux de croissance du PIB et l'accroissement des recettes pétrolières liées à la flambée des cours sur les marchés mondiaux. En 2005/06, les recettes pétrolières s'élevaient à 10.2 milliards de dollars, contre 5.3 milliards de dollars en 2004/05, soit une hausse de 93 pour cent en valeur. En parallèle, du côté des importations, la facture pétrolière de l'Égypte a également augmenté en 2005/06, de 35 pour cent par rapport à l'année précédente. En volume, les exportations se sont également accrues en 2005/06, de 27 pour cent pour les produits non pétroliers et de 44 pour cent pour les produits pétroliers. L'Égypte est exportatrice nette de produits pétroliers et de textile, mais importatrice nette de nourriture et principalement de céréales, de produits chimiques, électriques et métalliques. Elle possède également des avantages comparatifs dans l'exportation de coton, de

fruits et de légumes, de plantes médicinales et aromatiques et de fleurs coupées. Dans la structure des exportations, la part des produits primaires a largement chuté au profit de produits manufacturés hautement technologiques. Ce point est plutôt positif et rend le pays moins vulnérable à la volatilité des prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

Le déficit commercial est prévu en hausse en 2006/07 et en 2007/08, en raison de la forte augmentation des importations, respectivement à 29.5 pour cent puis à 30.2 pour cent du PIB et de la baisse de la part des exportations dans le PIB, respectivement à 16.5 pour cent puis à 14.8 pour cent. Les importations de biens intermédiaires et d'équipement, ainsi que de biens de production, seront nécessaires pour soutenir l'augmentation de l'investissement intérieur et des activités productives. Le solde positif actuel du compte courant devrait encore baisser en 2006/07 puis devenir négatif en 2007/08, dans la mesure où l'augmentation du déficit commercial devrait compenser l'excédent des invisibles lié aux recettes touristiques. Le canal de Suez est la troisième source de devises étrangères de l'Égypte (3.6 milliards de dollars) après le tourisme (7.2 milliards de dollars en 2005/06) et les transferts d'argent opérés par des émigrés (plus de 5 milliards de dollars en 2005/06). Le pays compte environ 2 millions d'expatriés.

Les investissements directs étrangers en Égypte ont augmenté de façon exponentielle ces dernières années, et ont effectué un changement sectoriel, du secteur pétrolier vers d'autres secteurs (construction, communication, gaz naturel). De 435 millions de dollars en 2003/04, les entrées ont représenté 4.13 milliards de dollars en 2004/05 et 9.1 milliards de dollars en 2005/06. Cette forte hausse est liée aux investissements américains, qui ont plus que doublé entre 2004/05 et 2005/06, passant de 2.04 à 4.55 milliards de dollars. Ils représentent la moitié des investissements directs en Égypte. Les investissements européens, en deuxième position, ont été multipliés par 3.6 pour atteindre 2.94 milliards de dollars en 2005/06. Les chiffres de 2005/06 ne prennent en compte que 0.8 million de dollars d'investissements chinois en Égypte et l'on peut s'attendre à ce que le montant soit beaucoup plus important dans les années

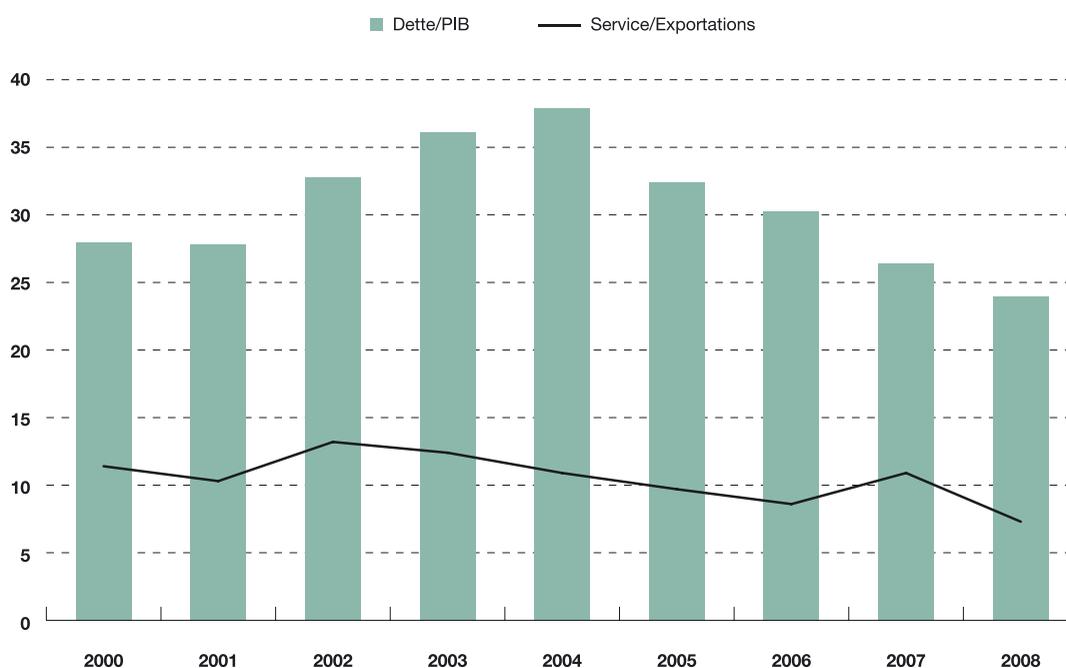
Tableau 3 - Comptes courants (pourcentage du PIB)

	1998	2003	2004	2005	2006(e)	2007(p)	2008(p)
Balance commerciale	-13.9	-8.2	-9.7	-11.5	-11.2	-13.0	-15.4
Exportations de biens (f.o.b.)	6.0	10.2	13.0	15.4	17.2	16.5	14.8
Importations de biens (f.o.b.)	-19.9	-18.4	-22.7	-26.9	-28.4	-29.5	-30.2
Services	4.1	6.2	9.3	9.0	7.1	8.4	7.8
Revenu des facteurs	1.4	0.1	-0.3	-0.3	0.5	0.4	-0.1
Transferts courants	5.4	4.5	4.9	6.0	5.7	5.0	4.7
<b>Solde des comptes courants</b>	<b>-2.9</b>	<b>2.6</b>	<b>4.2</b>	<b>3.2</b>	<b>2.1</b>	<b>0.9</b>	<b>-2.9</b>

Source : Données de la Banque centrale ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

<http://dx.doi.org/10.1787/371278530480>

Figure 3 - Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : FMI.

<http://dx.doi.org/10.1787/731077843881>

à venir. Les investissements directs égyptiens à l'étranger, qui correspondent à des sorties de capitaux, ont également fortement augmenté, passant de 232.7 millions de dollars en 2004/05 à 2.99 milliards de dollars en 2005/06.

La confiance des investisseurs dans le pays se retrouve également dans le montant des investissements nets de portefeuille en Égypte, qui s'élevait à 2.8 milliards de dollars en 2005/06 contre 831 millions de dollars en 2004/05. Les titres égyptiens ont attiré 25.9 millions de dollars en 2004/05 et 2.69 milliards de dollars en

2005/06 ; ils ont ainsi été multiplié par plus de 103 sur l'année.

La dette extérieure atteignait 29.7 milliards de dollars en septembre 2006. Les principaux créanciers étaient les États-Unis, le Japon, la France et l'Allemagne, alors que la dette multilatérale ne représentait que 17.1 pour cent du total. Les faibles montants du service de la dette et de la dette extérieure, dont la majeure partie est concessionnelle et à long terme, restent des atouts importants pour l'économie égyptienne. Les différents indicateurs évoluent dans le bon sens. En 2005/06, la

dette extérieure représentait 27.6 pour cent du PIB, contre 31.1 pour cent l'année précédente. Le service de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services est passé de 9.4 pour cent à 8.5 pour cent sur la même période.

## Questions structurelles

### Développements récents

Les réformes structurelles entreprises et à venir ont principalement pour objectif de maintenir les bonnes performances en matière de croissance économique et de renforcer la capacité du secteur privé à créer des emplois. Dans le courant de 2006, des progrès importants ont été réalisés concernant la réforme des administrations des impôts et des douanes, la gestion des finances publiques, la politique monétaire, les privatisations et la restructuration du secteur financier. Le secteur privé souffre toutefois encore de pratiques bureaucratiques persistantes telles que la paperasserie et la mauvaise gestion de certains services comme les services portuaires.

Sur les 314 entreprises publiques visées par la loi sur la privatisation de 1991, la privatisation de 170 entreprises figure toujours à l'agenda du gouvernement. Néanmoins, le programme s'est récemment accéléré. En 2005/06, 46 entreprises ont été cédées au secteur privé, contre 28 l'année précédente. Les ventes de ces deux dernières années, pour un montant de 13.8 milliards de livres égyptiennes en 2005/06 et de 5.64 milliards de livres égyptiennes en 2004/05, ont permis d'enregistrer les plus importantes recettes de privatisation depuis le début du programme, en 1991. Elles comptent pour plus de 52 pour cent des recettes de la période 1991-2006 et pour 25 pour cent des ventes.

Dans le domaine de l'énergie, le Président égyptien a affirmé que son pays allait développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et construire quatre centrales. Dans ce but, il a sollicité l'aide de la Chine et de la Russie et tenté de rassurer la communauté internationale en assurant qu'il importerait l'uranium enrichi au lieu de le produire lui-même. L'Égypte, qui

avait lancé un programme nucléaire dans les années 1950, dispose déjà d'un centre de recherche au nord du Caire, doté d'un réacteur russe et d'un autre argentin. Par ailleurs, à partir de 2007, les Palestiniens devraient importer de l'énergie d'Égypte par la création d'un réseau d'interconnexion électrique vers la bande de Gaza. Il s'agit d'une ligne à haute tension de 200 kilowatts et de 50 kilomètres de long.

Au niveau des infrastructures de transports, avec la construction de la troisième ligne de 33 kilomètres, le métro du Caire devrait atteindre 100 km et transporter près de 5 millions de passagers par jour à l'horizon 2020, soit le tiers de la population du Caire. L'Égypte a également décidé d'allouer 8.5 milliards de livres égyptiennes (1.48 milliard de dollars) à la modernisation des chemins de fer. Le quart des locomotives du pays sont en service depuis plus de 30 ans et 50 pour cent du parc a besoin d'être modernisé alors que chaque jour, 1.5 million de personnes empruntent le réseau ferroviaire.

Dans les télécommunications, en juillet 2006, un consortium mené par Etisalat, une société des Émirats arabes unis, a remporté la troisième licence de téléphonie portable en Égypte. La transaction aurait fait bénéficier le gouvernement de la somme de 16.7 milliards de livres égyptiennes (2.9 milliards de dollars) et devrait lui rapporter 6 pour cent des recettes.

Le secteur qui a connu le plus de réformes et de restructuration est le système bancaire. L'objectif principal du FSRP (Programme de réforme du secteur financier) qui devrait se terminer en 2008, est de mettre en place un système financier efficace et compétitif. Il vise à améliorer l'efficacité de l'intermédiation financière, la gestion des risques et à promouvoir la sécurité et la solidité du secteur financier bancaire et non bancaire. Dans ce cadre, les mécanismes de supervision et de contrôle de la CBE ont été renforcés. Le coût estimé du programme est de 50 milliards de livres égyptiennes, soit environ 8.7 milliards de dollars.

Dans le cadre du programme, une vaste consolidation bancaire a été mise en place avec la restructuration du capital, la réduction du nombre de banques et la privatisation d'une grande banque publique égyptienne,

la Banque d'Alexandrie. Cette dernière opération a mis en compétition 12 banques européennes et arabes avant d'être finalement remportée par la banque italienne Sanpaolo. Il s'agit désormais de la plus grande banque privée d'Égypte devant la NSBG et la CIB. Elle représente 188 branches, 6 pour cent des dépôts (5.4 milliards de dollars) et 6.9 milliards de dollars d'actifs. L'opération, estimée à 1.6 milliard de dollars, est aussi la plus importante privatisation de l'année 2006. Pour faciliter sa vente, 1.2 milliard de dollars de créances publiques douteuses avait été remboursé, en janvier 2006. La Banque d'Alexandrie était la plus petite des quatre grandes banques publiques. Parmi les trois autres, la géante National Bank of Egypt ne devrait pas être privatisée alors que la Banque Misr et la Banque du Caire devraient fusionner à une date encore non définie.

Dans le même temps, en 2006, l'État a vendu les parts qu'il détenait dans 13 banques commerciales et plusieurs banques égyptiennes privées sont passées dans les mains de grandes banques étrangères, comme la MIBank acquise par une filiale de la Société générale, et l'EAB (*Egyptian American Bank*), reprise par le Crédit agricole-Indosuez. En septembre 2006, la première banque française, le Crédit agricole, a lancé sa filiale égyptienne CA-E (Crédit agricole Egypt) et représente environ 2 pour cent du marché. Le groupe entend doubler de taille d'ici 3 à 5 ans pour se hisser au premier rang des banques privées.

La stratégie du gouvernement égyptien a également consisté à réduire le nombre de banques en augmentant le capital minimum. Ainsi, en 2006, 7 banques ont volontairement fusionné, 6 ont été contraintes à la fusion, 6 banques ont fermé et une nouvelle banque a été créée. Au total, alors que le secteur financier était qualifié de « surbancaisé », le nombre de banques est passé de 57 à 39. L'objectif est de réduire encore ce chiffre à 22 en 2007.

Le dernier problème concerne l'assainissement du portefeuille de créances douteuses. Pour les banques publiques, le ministère de l'Investissement devrait utiliser les recettes de privatisation pour rembourser une partie des créances. Dans les banques privées, une unité responsable de la gestion des créances douteuses doit

obligatoirement être créée et répondre directement à la CBE. Ces deux dernières années, environ la moitié des créances douteuses aurait été éliminée du portefeuille des banques.

### Accès à l'eau potable et à l'assainissement

Le ministère des Ressources en eau et de l'Irrigation a développé un plan national pour gérer au mieux l'eau du Nil et relever de nombreux défis. Premièrement, la forte croissance démographique et le développement industriel impliquent une demande en eau toujours plus importante alors que l'offre reste limitée. L'Égypte dépend essentiellement du Nil pour satisfaire ses besoins et, malgré l'énorme réservoir que constitue le lac Nasser, la quantité d'eau est fixe. Selon les accords de 1959 entre l'Égypte et le Soudan, la part égyptienne équivaut à 55.5 kilomètres cubes par an. Ce chiffre implique une part annuelle moyenne par habitant de 800 mètres cubes en 2005 et de seulement 600 mètres cubes en 2015, en dessous des 1 000 mètres cubes d'eau par tête et par an considérés comme le seuil de pauvreté en eau et de la moyenne régionale de 1 200 mètres cubes d'eau. Deuxièmement, le pays doit protéger le fleuve de la pollution et du gaspillage. L'eau est souvent en dessous des normes minimales de qualité. Troisièmement, la concentration de la population autour de la vallée et du delta du Nil est très importante, puisque 97 pour cent de la population vit sur 4 pour cent du territoire. Pour relâcher la pression autour du fleuve, le gouvernement a décidé de créer des zones industrielles et de grands projets agricoles dans le désert (comme le projet Toshka), mais l'ambitieux programme nécessite beaucoup d'eau. Au total, le plan national est une approche intégrée qui engage les différents opérateurs, acteurs et utilisateurs et qui couvre la période 2003-17. Il nécessiterait des investissements totaux de 145 milliards de livres égyptiennes et des coûts de 41 milliards de livres égyptiennes.

Les infrastructures et les projets de connection au réseau d'eau et d'assainissement sont gérés par CAPWO (*Cairo and Alexandria Potable Water and Wastewater Organisation*) pour les régions du Caire et d'Alexandrie, et par NOPWASD (*National Organisation for Potable Water and Sanitary Drainage*) pour le reste du territoire.

Cependant, la majorité des infrastructures est en mauvais état, obsolète ou hors d'usage. Les compteurs ne fonctionnent pas et ne permettent pas la récupération efficace des factures des consommateurs. Au total, les besoins en investissement sont énormes.

Les secteurs de l'eau et de l'assainissement affichent de relativement bonnes performances par rapport aux autres pays du continent africain. En 2004, 97.5 pour cent de la population urbaine et 82.1 pour cent de la population rurale étaient connectés au réseau d'eau potable, soit 86.1 pour cent de la population totale. Même si certains gouvernorats conservaient des taux d'accès bien inférieurs, de 72.1 pour cent à Beni suef et 75.4 pour cent à Menoufia actuellement, l'objectif du Millénaire de réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement entre 1990 et 2015, a déjà été atteint. Concernant l'accès à l'assainissement, 93.6 pour cent de la population y a accès (99.6 pour cent en zone urbaine et 78.2 pour cent en zone rurale). Toutefois, si on considère le raccordement au tout-à-l'égout, seuls 53.6 pour cent des ménages étaient raccordés en 2004, et surtout les ménages urbains (96.6 pour cent). De plus, moins de la moitié des eaux usées récupérées sont traitées et les problèmes de pollution et de dégradation de la qualité de l'eau sont très importants. La principale priorité du gouvernement est d'étendre le taux de couverture de la population rurale à l'assainissement car le fort taux d'accès à l'eau sans assainissement est coûteux et dommageable à l'environnement et à la qualité de l'eau. Le coût estimé pour que l'ensemble des Égyptiens ait accès à l'assainissement est de 60 milliards de livres égyptiennes (environ 10 milliards de dollars). Le gouvernement vient d'approuver le déblocage de 20 milliards de livres égyptiennes sur une période de six ans pour l'assainissement rural, dont un milliard proviendrait des recettes de privatisation.

Le gouvernement est très présent dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Il subventionne fortement les deux secteurs et continue de fixer les tarifs. Compte tenu du poids que les subventions font peser sur le budget, leur réduction est envisagée ; elle est toutefois très impopulaire. En moyenne, le mètre cube d'eau coûte 0.23 livre égyptienne (0.04 dollar) pour la

première tranche de consommation de 0 à 10 mètres cubes d'eau par mois. Ce prix correspond à un tarif parmi les plus bas du monde qui ne couvre ni les frais d'opération, ni ceux de maintenance. En conséquence, fin 2002/03, les nombreuses structures responsables de l'eau et de l'assainissement avaient accumulé un déficit de 7.6 millions de livres égyptiennes, ce qui a poussé à mettre en place une réforme sectorielle importante. En plus de problèmes financiers et techniques, les secteurs de l'eau et de l'assainissement souffraient de la fragmentation des autorités responsables entre une dizaine de ministères et d'entités publiques, ce qui ne facilitait pas la prise de décision. Il n'existait aucune politique dans le secteur. A partir d'avril 2004, ont été créées *i)* la HCWW (*Holding Company for Water and Wastewater*) et ses 14 filiales dans chacun des gouvernorats pour centraliser en une seule unité la gestion de la distribution de l'eau et du traitement des eaux usées ; et *ii)* une autorité chargée d'analyser les demandes d'ajustement des tarifs mais qui ne possède qu'un rôle de conseil. Fin 2006, seuls les tarifs de la ville du Caire ont été augmentés.

Néanmoins, quelques progrès ont été enregistrés depuis la mise en place de la HCWW. La compagnie a instauré une gestion plus efficace de l'eau, avec la publication de rapports trimestriels montrant l'évolution des indicateurs techniques et commerciaux ainsi qu'une informatisation du système de facturation. Elle a mis à disposition des consommateurs un centre d'appel ainsi qu'un site Internet, permettant de centraliser les plaintes et d'effectuer des statistiques. Elle a aussi lancé une campagne de sensibilisation auprès du public pour limiter le gâchis et la pollution de l'eau, mais surtout pour faire comprendre que l'eau a « un prix ». Elle compte également mettre en place un programme de détection des fuites et de formation des cadres moyens aux nouvelles méthodes et techniques de gestion de l'eau

## Contexte politique et développement des ressources humaines

Le Président a promis un amendement de la Constitution facilitant la présentation de candidats

aux élections présidentielles par les partis politiques. Cet amendement a été soumis à referendum en mars 2007. Le précédent changement de la Constitution remontait à mai 2005. Aux termes d'un référendum, le scrutin présidentiel avait alors été modifié et il s'effectue désormais au suffrage universel direct et permet à plusieurs candidats de différents partis de s'affronter. Néanmoins, le parti doit contrôler 5 pour cent du Parlement pour présenter un candidat aux élections présidentielles et les candidats indépendants doivent être soutenus par 250 membres des organisations représentatives de l'Égypte. La domination au Parlement et aux conseils locaux du parti présidentiel rendait ainsi impossible toute candidature « indépendante », dont celles émanant de la puissante confrérie islamique des Frères musulmans qui n'est pas reconnue comme un parti. Principale force d'opposition et seulement tolérée, les Frères musulmans ont obtenu 88 députés lors des dernières législatives, soit 20 pour cent du nombre des élus à l'Assemblée. Quant au Président, au pouvoir depuis 1981, il a été réélu jusqu'en 2011.

Le Président Hosni Moubarak a affirmé que 2007 verrait à nouveau un pic de réformes constitutionnelles afin d'accélérer la démocratisation du pays. En pratique, les faits sont plutôt contradictoires et vont dans le sens d'un durcissement du régime politique. Début 2007, 13 demandes de créations de partis politiques, dont un parti islamiste, ont été rejetées. De nombreux Frères musulmans ont également été arrêtés en 2006. Les autorités s'inquiètent face à la montée en puissance des courants islamistes, notamment lors des dernières élections législatives, et des ressentiments arabomusulmans de l'ensemble de la population avec des manifestations et des appuis de plus en plus actifs aux leaders islamistes. Confronté à ce mouvement, le gouvernement doit améliorer les services sociaux et réduire les inégalités pour réduire le champ d'action de ces meneurs, tout en faisant face à de sérieuses contraintes budgétaires.

En juin 2006, le parlement égyptien a voté une loi limitant les pouvoirs du ministre de la Justice et renforçant l'indépendance du pouvoir judiciaire. Cette dernière affranchit par exemple le procureur général de l'autorité du ministre de la Justice et donne au Conseil

suprême de la magistrature un droit de regard sur le choix des présidents de tribunaux. Elle stipule aussi un budget indépendant pour la magistrature et donne aux juges le droit de faire appel des décisions du conseil de discipline.

Le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté national de 1 450 livres égyptiennes par an (242 dollars) était estimé à 20.2 pour cent. En 2004, ceux qui souffraient de la faim représentaient 23 pour cent des pauvres, soit 4.7 pour cent de la population. Cependant, les disparités entre les gouvernorats de la Haute et de la Basse Égypte sont importantes. La Haute Égypte enregistre des indicateurs sociaux et des progrès bien moins bons que la Basse Égypte. Alors que la pauvreté concernait 34 pour cent de la population de Haute Égypte en 2004, seuls 13.9 pour cent étaient pauvres en Basse Égypte. Autrement dit, les poches de pauvreté sont très localisées et masquées par le calcul d'indicateurs moyens.

Avec la pression démographique, le marché du travail enregistre 700 000 à 800 000 nouveaux entrants chaque année. Cependant, le taux de chômage a officiellement diminué en 2005/06. Grâce à la création d'emplois dans le secteur privé, 10 pour cent de la population active serait à la recherche d'un emploi en 2005/06, contre 11.2 pour cent l'année précédente. Par ailleurs, le taux de chômage est beaucoup plus élevé chez les jeunes (37.3 pour cent chez les 20-25 ans), les populations ayant atteint un niveau scolaire moyen (65.9 pour cent) mais également un niveau universitaire supérieur (25.3 pour cent). De plus, le travail précaire est estimé représenter entre la moitié et le tiers des emplois salariés. La stratégie du gouvernement consiste à encourager le développement du secteur privé et des petites entreprises, premières créatrices d'emplois, particulièrement dans le secteur des services.

Les OMD (Objectifs du millénaire pour le développement) ont de grandes chances d'être réalisés dans plusieurs domaines (pauvreté, éducation) alors que certains objectifs ont déjà été atteints (accès à l'eau et à l'assainissement). Les progrès les moins avancés concernent la promotion des égalités entre les genres. À ce niveau, les femmes ont souffert de la baisse de



l'emploi dans le secteur public et leur part dans l'emploi total a diminué, représentant désormais 25 pour cent de la force de travail. Leurs activités sont concentrées sur quelques segments du marché, notamment dans les secteurs de la santé (46 pour cent des femmes actives) et de l'éducation (40 pour cent des femmes actives). Par ailleurs, le nombre de femmes qui portent le voile islamique augmente chaque année ; environ 80 pour cent de la population féminine était concerné en 2006. Dans un autre domaine, selon la dernière enquête DHS (*Demographic and Health Survey*) de 2005, 95.8 pour cent des femmes adultes en 2004 avaient été victimes de l'excision, quand elles avaient en moyenne dix ans. La tradition date de l'époque pharaonique et se perpétue sur tout le territoire et dans tous les milieux sociaux.

De façon générale, l'amélioration des indicateurs de santé et d'éducation est notable. Ainsi, l'espérance de vie, de 55 ans en 1976, était de 70.6 ans en 2004. Le taux de mortalité infantile a été réduit de 108 pour mille en 1961 à 22.4 pour mille en 2004. Le taux d'accès aux soins, aussi bien en zone urbaine que rurale, avoisine les 100 pour cent ainsi que le taux de vaccination des enfants contre les principales maladies infantiles. Le taux de prévalence du VIH/Sida est très faible, de l'ordre de 0.03 pour cent, mais la dernière enquête DHS de 2005 révèle que seuls 18.3 pour cent des adultes (15-49 ans) sont conscients qu'un test de dépistage existe.

L'Égypte est l'un des 9 pays au monde où le taux d'analphabétisme est le plus élevé (40.8 pour cent de la population en 2005). En 2004, en zone urbaine, 63.6 pour cent des femmes étaient alphabétisées contre 29.6 pour cent en zone rurale. Seuls 13.5 pour cent des femmes rurales avaient eu accès à une éducation secondaire ou supérieure. Le taux d'analphabétisme devrait diminuer dans les années à venir avec l'augmentation des taux de scolarisation. En 2003/04, 90.9 pour cent des enfants suivaient une éducation primaire ou secondaire, contre 42 pour cent en 1960. Le travail des enfants concernait, en 2004, 7 pour cent des 5-14 ans. Par ailleurs, le nombre d'élèves par classe était de 40.9 en primaire, ce qui est relativement élevé. En conséquence, près de 70 pour cent des élèves et étudiants suivaient des cours particuliers privés pour maintenir un bon niveau de connaissance. Une grande majorité d'enfants poursuivent leur scolarité dans le système public (plus de 85 pour cent), les autres s'adressent au système privé (6.1 pour cent) ou à Al-Azhar (8.1 pour cent), l'école coranique. Sans compter le nombre des étudiants qui poursuivent leurs études supérieures à Al-Azhar, le nombre d'inscrits à l'université a sensiblement augmenté ces dernières années de 1.6 million en 2001 à 2 millions en 2006.